

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1242

[C — 2002/27326]

21 MARS 2002. — Décret organisant le partenariat et le financement général des provinces wallonnes (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Il est institué à charge du budget de la Région wallonne un financement annuel, dénommé « fonds des provinces ».

Le fonds des provinces est destiné à financer les provinces de Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, conformément aux dispositions du présent décret. Il est adapté à l'indice des prix à la consommation calculé de juillet à juillet, l'indice de départ étant celui de juillet 2001. Quatre-vingts pourcent du fonds des provinces sont destinés au financement général des provinces et constituent pour celles-ci une recette sans affectation déterminée.

CHAPITRE II. — *Répartition du fonds des provinces*

Art. 2. Le montant du fonds des provinces est réparti de manière telle que la quote-part relative de chaque province dans le fonds des provinces est fixée à :

- 1° neuf, nonante-trois pourcent pour le Brabant wallon;
- 2° trente-neuf, trente-cinq pourcent pour le Hainaut;
- 3° vingt-cinq, trente-deux pourcent pour Liège;
- 4° neuf, quarante-huit pourcent pour le Luxembourg;
- 5° quinze, nonante-deux pourcent pour Namur.

Art. 3. Vingt pourcent de la quote-part visée à l'article 2 sont consacrés au financement d'un partenariat avec la Région.

Le partenariat fait l'objet d'un contrat entre la Région et la province, dans lequel celle-ci s'engage à développer les actions dans des matières régionales, dans le cadre convenu par les deux partenaires. La province s'engage à utiliser cette quote-part de manière coordonnée et non concurrente aux actions régionales.

Le contrat de partenariat a une durée de trois ans, débutant le 1^{er} janvier de la première ou de la quatrième année qui suit l'élection du conseil provincial.

Le contrat précise :

- 1° les objectifs assignés aux parties, en ce compris les objectifs intermédiaires liés aux évaluations visées aux articles 5 à 7;
- 2° les délais de réalisation de ces objectifs;
- 3° les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre;
- 4° les critères d'évaluation de l'exécution du contrat.

CHAPITRE III. — *Le contrat de partenariat*

Art. 4. Au début de chaque triennat, chacune des provinces wallonnes communique au Gouvernement une liste d'actions qu'elle propose de mener durant cette période en partenariat avec la Région wallonne.

Le contrat de partenariat est conclu par le Gouvernement et la province concernée pour le 31 mars de la première année du triennat au plus tard. A défaut de conclusion du contrat de partenariat pour cette date, le Gouvernement a la faculté de réduire d'un neuvième par mois de retard le subventionnement lié au partenariat.

Art. 5. Le contrat de partenariat fait l'objet d'une évaluation intermédiaire à l'issue de chacun des deux premiers exercices du triennat et d'une évaluation finale à l'issue dudit triennat.

L'évaluation finale porte sur l'ensemble du triennat et vise à vérifier la complète exécution du contrat par le partenaire provincial.

Ces évaluations s'effectuent à l'issue de l'exercice à évaluer, entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de l'exercice suivant.

Art. 6. L'évaluation annuelle de l'exécution du contrat de partenariat est faite selon une procédure contradictoire, entre la province et le Gouvernement.

Art. 7. Le contrat de partenariat peut être révisé à l'occasion d'une évaluation intermédiaire à la demande du Gouvernement ou de la province partenaire. La révision est arrêtée selon la procédure de conclusion du contrat de partenariat.

Art. 8. Après évaluation contradictoire, le Gouvernement décide de façon motivée si et dans quelle mesure chaque province a réalisé son contrat de partenariat.

La décision du Gouvernement, si elle est contestée par la province, fait l'objet d'une dernière concertation entre le Gouvernement et la province concernée. Après cette ultime concertation, le Gouvernement confirme ou révisé sa décision.

La tranche de vingt pourcent du fonds des provinces est liquidée à chaque province au plus tard pour le 31 décembre de chaque exercice, dans la mesure des conclusions de l'évaluation annuelle de l'exercice antérieur.

CHAPITRE IV. — *Exécution et liquidation*

Art. 9. Le montant du fonds est liquidé aux provinces à hauteur de quatre-vingts pourcent en trois tranches trimestrielles.

Ces avances sont versées dans le courant des mois de février, mai et août et sont respectivement égales à trente pourcent, trente pourcent et vingt pourcent des quotes-parts attribuées aux provinces en application de l'article 2.

Le solde de vingt pourcent est liquidé, au plus tard le 31 décembre de l'exercice, dans la mesure de la réalisation du contrat de partenariat au cours de l'exercice antérieur.

Art. 10. Il est dû aux provinces, à charge du budget de la Région, des intérêts de retard sur les avances et soldes qui n'auraient pas été liquidés, comme prescrit aux articles 4 et 9.

Les intérêts visés à l'alinéa 1^{er} sont calculés en fonction du taux d'intérêt légal.

Art. 11. Pour la première mise en œuvre du présent décret, le contrat de partenariat est réduit à l'année 2003.

Art. 12. Pour les années 2002 et 2003, le solde de vingt pourcent est liquidé au plus tard le 31 décembre de l'exercice, sous réserve de la conclusion du contrat de partenariat relatif à l'année 2003 conclu au plus tard le 31 octobre 2002.

Art. 13. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Le décret du 7 décembre 1989 fixant les règles de financement général des provinces wallonnes, modifié par le décret-programme du 17 décembre 1997, est abrogé au 1^{er} janvier 2002.

Art. 14. Le Gouvernement arrête les mesures d'exécution relatives au contrat de partenariat.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 21 mars 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil 317 (2001-2002), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 21 mars 2002.

Discussion — Vote.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 1242

[C — 2002/27326]

21. MÄRZ 2002 — Dekret zur Regelung der Partnerschaftvereinbarung und allgemeinen Finanzierung der wallonischen Provinzen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Eine Jahresfinanzierung, genannt "Fonds der Provinzen", wird zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region eingeführt.

Der Fonds der Provinzen ist dazu bestimmt, die Provinzen Wallonisch-Brabant, Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namur gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets zu finanzieren. Er wird an den von Juli bis Juli berechneten Index der Verbraucherpreise angepasst, wobei von dem Index von Juli 2001 ausgegangen wird. Achtzig Prozent des Fonds der Provinzen sind zur allgemeinen Finanzierung der Provinzen bestimmt und bilden für diese eine Einnahme ohne festgesetzte Zweckbestimmung.

KAPITEL II — *Verteilung des Fonds der Provinzen*

Art. 2 - Der Betrag des Fonds der Provinzen wird derart verteilt, dass der Anteil für jede Provinz in dem Fonds der Provinzen folgendermaßen festgelegt wird :

1° neun, dreiundneunzig Prozent für Wallonisch-Brabant;

2° neununddreißig, fünfunddreißig Prozent für Hennegau;

3° fünfundzwanzig, zweiunddreißig Prozent für Lüttich;

4° neun, achtundvierzig Prozent für Luxemburg;

5° fünfzehn, zweiundneunzig Prozent für Namur.

Art. 3 - Zwanzig Prozent des in Artikel 2 erwähnten Anteils sind zur Finanzierung einer Partnerschaftsvereinbarung mit der Region bestimmt.

Die Partnerschaftsvereinbarung ist Gegenstand eines Vertrags zwischen der Region und der Provinz, in dem diese sich in dem von beiden Partnern vereinbarten Rahmen zur Entwicklung der Aktionen in regionalen Angelegenheiten verpflichtet. Die Provinz verpflichtet sich, diesen Anteil auf koordinierte und mit den regionalen Aktionen nicht konkurrierende Weise zu verwenden.

Der Partnerschaftsvertrag hat eine Dauer von drei Jahren, ab dem 1. Januar des ersten oder des vierten Jahres, das auf die Wahl des Provinzialrats folgt.

In dem Vertrag werden angegeben :

1° die den Parteien vorgeschriebenen Zielsetzungen, einschließlich der mit den in den Artikeln 5 bis 7 erwähnten Bewertungen verbundenen Zwischenzielsetzungen;

2° die Fristen für die Durchführung dieser Ziele;

3° die zur Erreichung dieser Ziele einzusetzenden Mittel;

4° die Bewertungskriterien der Durchführung des Vertrags.

KAPITEL III — *Partnerschaftsvertrag*

Art. 4 - Zu Beginn einer jeden Dreijahresperiode übermittelt jede der wallonischen Provinzen der Regierung eine Liste der Aktionen, die sie zur Durchführung während dieses Zeitraums in Partnerschaft mit der Wallonischen Region vorschlägt. Der Partnerschaftsvertrag wird spätestens für den 31. März des ersten Jahres der Dreijahresperiode zwischen der Regierung und der betreffenden Provinz abgeschlossen. Falls der Partnerschaftsvertrag bis zu diesem Datum nicht abgeschlossen ist, kann die Regierung die mit der Partnerschaftsvereinbarung verbundene Bezuschussung um ein Neuntel pro Monat Verspätung reduzieren.

Art. 5 - Der Partnerschaftsvertrag ist nach Abschluss eines jeden der zwei ersten Vertragsjahre der Dreijahresperiode Gegenstand einer Zwischenbewertung und nach Abschluss besagter Dreijahresperiode Gegenstand einer Schlussbewertung.

Die Schlussbewertung betrifft die gesamte Dreijahresperiode und ist auf die Überprüfung der vollständigen Ausführung des Vertrags durch den Provinzpartner ausgerichtet.

Diese Bewertungen erfolgen nach Abschluss des zu bewertenden Vertragsjahres zwischen dem 1. Januar und dem 31. März des folgenden Vertragsjahres.

Art. 6 - Die Jahresbewertung der Ausführung des Partnerschaftsvertrags erfolgt nach einem kontradiktorischen Verfahren zwischen der Provinz und der Regierung.

Art. 7 - Der Partnerschaftsvertrag kann anlässlich einer Zwischenbewertung auf Anfrage der Regierung oder des Provinzpartners revidiert werden. Die Revision wird nach dem Verfahren zum Abschluss des Partnerschaftsvertrags bestimmt.

Art. 8 - Nach dem kontradiktorischen Verfahren beschließt die Regierung mit Begründung, ob und inwiefern jede Provinz ihren Partnerschaftsvertrag durchgeführt hat.

Der Beschluss der Regierung ist im Falle einer Anfechtung seitens der Provinz Gegenstand einer Konzertierung zwischen der Regierung und der betreffenden Provinz. Nach dieser letzten Konzertierung bestätigt oder ändert die Regierung ihren Beschluss.

Der Teilbetrag von zwanzig Prozent des Fonds der Provinzen wird jeder Provinz spätestens bis zum 31. Dezember eines jeden Vertragsjahres nach Maßgabe der Schlussfolgerungen der Jahresbewertung des vorhergehenden Vertragsjahres ausgezahlt.

KAPITEL IV — *Durchführung und Auszahlung*

Art. 9 - Der Betrag des Fonds wird den Provinzen in drei dreimonatlichen Teilbeträgen in Höhe von achtzig Prozent ausgezahlt.

Diese Vorschüsse werden innerhalb der Monate Februar, Mai und August überwiesen und stellen jeweils dreißig, dreißig und zwanzig Prozent der den Provinzen in Anwendung des Artikels 2 zugewiesenen Anteile dar.

Der Restbetrag von zwanzig Prozent wird spätestens am 31. Dezember des Vertragsjahres nach Maßgabe der Durchführung des Partnerschaftsvertrags im Laufe des vorhergehenden Vertragsjahres ausgezahlt.

Art. 10 - Den Provinzen werden zu Lasten des Haushalts der Region Verzugszinsen auf diejenigen Vorschüsse und Restbeträge geschuldet, die nicht wie in den Artikeln 4 und 9 vorgeschrieben ausgezahlt wurden.

Die in Absatz 1 erwähnten Zinsen werden nach dem gesetzlichen Zinssatz berechnet.

Art. 11 - Für die erste Ausführung des vorliegenden Dekrets wird der Partnerschaftsvertrag auf das Jahr 2003 beschränkt.

Art. 12 - Für die Jahre 2002 und 2003 wird der Restbetrag spätestens am 31. Dezember des Vertragsjahres ausgezahlt, und zwar unter Vorbehalt des Abschlusses des auf das Jahr 2003 bezogenen, spätestens am 31. Oktober 2002 abgeschlossenen Partnerschaftsvertrags.

Art. 13 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2002 wirksam.

Das Dekret vom 7. Dezember 1989 zur Festlegung der allgemeinen Finanzierungsregeln der Wallonischen Provinzen, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997, wird am 1. Januar 2002 außer Kraft gesetzt.

Art. 14 - Die Regierung legt die Durchführungsmaßnahmen bezüglich des Partnerschaftsvertrags fest.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 21. März 2002.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—————
Note

(1) *Sitzung 2001-2002.*

Dokumente des Rats 317 (2001-2002) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 21. März 2002.

Diskussion — Abstimmung.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 1242

[C — 2002/27326]

21 MAART 2002. — **Decreet tot inrichting van het partnerschap en de algemene financiering van de Waalse provincies (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Een jaarlijkse financiering, "provinciefonds" genoemd, wordt ingericht ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Het provinciefonds is bestemd voor de financiering van de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, overeenkomstig de bepalingen van voorliggend decreet. Het wordt aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat berekend wordt van juli tot juli, uitgaande van het indexcijfer van juli 2001. Tachtig procent van het door het provinciefonds toegekende bedrag worden gebruikt voor de algemene financiering van de provincies en vormen daarvoor een ontvangst zonder bepaalde bestemming.

HOOFDSTUK II. — *Verdeling van het bedrag toegekend door het provinciefonds*

Art. 2. Het bedrag van het provinciefonds wordt zodanig verdeeld dat het aandeel voor elke provincie wordt vastgesteld op :

- 1° negen, drieënnegentig procent voor Waals-Brabant;
- 2° negenendertig, vijfendertig procent voor Henegouwen;
- 3° vijftientig, tweeëndertig procent voor Luik;
- 4° negen, achtenveertig procent voor Luxemburg;
- 5° vijftien, tweeënnegentig procent voor Namen.

Art. 3. Twintig procent van het in artikel 2 bedoelde aandeel zijn bestemd voor de financiering van een partnerschap met het Gewest.

Het partnerschap wordt geregeld door een overeenkomst tussen het Gewest en de provincie, waarin deze zich ertoe verbindt acties uit te voeren in gewestelijke aangelegenheden, in het kader waaromtrent de twee partijen zijn overeengekomen. De provincie verbindt zich ertoe dit aandeel te gebruiken op een gecoördineerde wijze die niet concurrerend is met de gewestelijke acties.

De partnerschapsovereenkomst heeft een duur van drie jaar die ingaat op 1 januari van het eerste of vierde jaar dat volgt op de verkiezing van de provincieraad.

De overeenkomst bepaalt :

- 1° de doelstellingen toegewezen aan de partijen, met inbegrip van de tussendoelstellingen verbonden met de in artikelen 5 tot 7 bedoelde evaluaties;
- 2° de termijnen voor de uitvoering van die doelstellingen;
- 3° de middelen die moeten gebruikt worden om die doelstellingen te bereiken;
- 4° de evaluatiecriteria betreffende de uitvoering van de overeenkomst.

HOOFDSTUK III. — *De partnerschapsovereenkomst*

Art. 4. In het begin van elke driejarige periode deelt elke Waalse provincie aan de Regering een lijst van acties mee die ze van plan is te voeren gedurende die periode in samenwerking met het Waalse Gewest. De partnerschapsovereenkomst wordt aangegaan door de Regering en de betrokken provincie uiterlijk op 31 maart van het eerste jaar van de driejarige periode. Indien de overeenkomst niet wordt aangegaan tegen bedoelde datum, is de Regering bevoegd om de subsidiëring verbonden met dit partnerschap te verminderen met één negende per maand vertraging.

Art. 5. De partnerschapsovereenkomst is onderworpen aan een tussenevaluatie na afloop van elk van de eerste twee boekjaren van de driejarige periode en aan een slotevaluatie na afloop van die periode.

De slotevaluatie betreft het geheel van de driejarige periode en is bestemd om na te gaan of de betrokken provincie de overeenkomst volledig heeft uitgevoerd.

Die evaluaties worden uitgevoerd na afloop van het te evalueren boekjaar tussen 1 januari en 31 maart van het volgende boekjaar.

Art. 6. De jaarlijkse evaluatie van de uitvoering van het partnerschap wordt verricht volgens een procedure op tegenspraak tussen de provincie en de Regering.

Art. 7. De partnerschapsovereenkomst kan worden herzien naar aanleiding van een tussenevaluatie op aanvraag van de Regering of van de partnerprovincie. De herziening wordt vastgesteld volgens de procedure waarbij de overeenkomst wordt aangegaan.

Art. 8. Na de evaluatie op tegenspraak beslist de Regering op gemotiveerde wijze of en in welke mate elke provincie haar partnerschapsovereenkomst heeft uitgevoerd.

Indien de beslissing van de Regering wordt betwist, vindt een laatste overleg plaats tussen de Regering en de betrokken provincie. Na dit laatste overleg wordt de beslissing van de Regering bevestigd of herzien.

Het gedeelte van twintig procent van het provinciefonds wordt aan elke provincie uitbetaald uiterlijk op 31 december van elk boekjaar, volgens de conclusies van de jaarlijkse evaluatie van het vorige boekjaar.

HOOFDSTUK IV. — *Uitvoering en uitbetaling*

Art. 9. Het bedrag van het fonds wordt uitbetaald aan de provincies ten belope van tachtig procent in drie driemaandelijke gedeelten.

Die voorschotten worden gestort in de loop van de maanden februari, mei en augustus en bedragen respectievelijk dertig procent, dertig procent en twintig procent van de aandelen toegekend aan de provincies overeenkomstig artikel 2.

Het saldo van twintig procent wordt uiterlijk op 31 december van het boekjaar uitbetaald volgens de uitvoering van de partnerschapsovereenkomst in de loop van het vorige boekjaar.

Art. 10. De provincies komen in aanmerking voor nalatigheidsinteressen, ten laste van de begroting van het Gewest, op de voorschotten en saldo's die niet zouden uitbetaald zijn, zoals voorgeschreven in artikelen 4 en 9.

De in het eerste lid bedoelde interessen worden berekend tegen de wettelijke rentevoet.

Art. 11. Voor de eerste uitvoering van voorliggend decreet loopt de partnerschapsovereenkomst af in 2003.

Art. 12. Wat betreft de jaren 2002 en 2003 wordt het saldo van twintig procent uiterlijk op 31 december van het boekjaar uitbetaald, op voorwaarde dat de partnerschapsovereenkomst betreffende het jaar 2003 niet later dan 31 oktober 2002 wordt gesloten.

Art. 13. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Het decreet van 7 december 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse provincies, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 1997, wordt opgeheven op 1 januari 2002.

Art. 14. De uitvoeringsmaatregelen betreffende de partnerschapsovereenkomst worden vastgesteld door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 maart 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad 317 (2001-2002), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 maart 2002.

Bespreking. — Stemming.